

Un suicide et un meurtre : rentrée dramatique en Seine-Saint-Denis

Bobigny, 12 oct. 2019 (AFP) -

Une directrice de maternelle qui se suicide en dénonçant ses conditions de travail, un lycéen poignardé en marge d'un cours d'EPS: deux drames ont marqué la rentrée en Seine-Saint-Denis, où enseignants et parents déplorent une nouvelle fois "l'abandon" de l'école par l'Etat.

Vendredi dernier, Kewi, 15 ans, est mortellement poignardé à l'entrée du stade municipal des Lilas. Un jeune professeur d'EPS tente de le ranimer, sous les yeux paniqués de ses élèves.

Deux jours plus tard, trois lycéens de 14 et 15 ans sont placés en détention provisoire, protagonistes présumés d'une guerre de territoire qui a déjà fait un mort, Aboubakar, 13 ans, en octobre 2018.

"Il ne s'agit pas d'un fait divers sur la voie publique, mais d'un homicide sur le temps scolaire", insiste Gabriel Lattanzio, enseignant et délégué SNES au lycée Paul Robert.

Claire Biju-Duval, mère d'un lycéen de seconde, y voit elle le "symptôme de l'abandon des écoles du 93", département le plus pauvre de France où les services publics sont "sous-dotés" selon un rapport parlementaire.

Pour le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, il s'agit d'un "événement de rue", "déroulé hors du temps scolaire". Vendredi, le recteur de Créteil a toutefois annoncé un "travail" sur l'affectation des élèves du secteur, ou encore la suspension des cours d'EPS et sorties scolaires.

Deux semaines plus tôt, à moins d'un kilomètre de là, Christine Renon, 58 ans, se suicidait dans le hall de l'école maternelle qu'elle dirigeait à Pantin.

Juste avant de se donner la mort, la directrice, décrite comme "hyper investie", avait adressé à une trentaine de ses collègues une lettre où elle décrivait la solitude des directeurs, l'accumulation de tâches "chronophages", les réformes incessantes et contradictoires.

Un révélateur pour de nombreux directeurs et enseignants du département, très mobilisés depuis. "On peut tous se reconnaître dans la lettre de Christine. Nos conditions de travail sont exécrables, c'est pour ça qu'on a du mal à recruter en Seine-Saint-Denis", expliquait à l'AFP, Isabelle, enseignante à Clichy-sous-Bois.

Un quart des enseignants de l'académie, soutenus par de nombreux parents, s'étaient mis en grève quelques jours après le suicide. "Le gouvernement se fout des enfants de banlieue", avait crié un prof d'EPS de Pantin lors d'une assemblée générale.

- Chaîne humaine contre les dealers -

Pour beaucoup, les deux drames font écho au constat maintes fois dénoncé par les acteurs de terrain, et pointé dans un rapport parlementaire de 2018 sur les services de l'Etat en Seine-Saint-Denis, qui avait fait grand bruit.

Il soulignait notamment que le moins bien doté des établissements scolaires parisiens restait mieux loti que l'établissement de Seine-Saint-Denis le mieux doté. Et pointait du doigt la surreprésentation des jeunes enseignants inexpérimentés - 64 % dans le secondaire à la rentrée 2016, contre 21 % au niveau national -, en particulier dans les établissements scolaires les plus difficiles.

"Là où les problèmes sont les plus durs, c'est là qu'arrivent les débutants", résumait le député François Cornut-Gentille (LR), coauteur du rapport, qui se rappelle avoir constaté "une grande souffrance des enseignants".

Autre point noir dénoncé par les familles en cette rentrée: le non-remplacement des professeurs absents.

Jeudi, 19 familles d'un collège Saint-Denis ont annoncé leur intention d'attaquer l'Etat pour "discontinuité du service public". "Les collégiens de Seine-Saint-Denis perdent chaque année entre 100 et 150 heures de cours", assure Alixe Rivière, coprésidente de la FCPE 93.

Une situation qui aussi pour conséquence de "mettre les élèves dans la rue", dénonce-t-elle. Dans un contexte de tensions entre certains jeunes, "c'est un facteur aggravant de possibles troubles à l'ordre public".

A Saint-Denis, d'autres parents sont mobilisés depuis des mois. Tous les matins, pendant quelques minutes, ils forment une chaîne humaine devant des écoles pour les protéger symboliquement du deal, après deux intrusions et la découverte de drogue dans l'enceinte d'un groupe scolaire en mai.



PAYS :France
SURFACE :0 %
PERIODICITE :Quotidien



► 12 octobre 2019 - Edition Fil Gen

Ces intrusions "symbolisent la faillite de l'État sur notre territoire", ont-ils récemment écrit dans une lettre ouverte adressée Premier ministre.

Comme les parents des Lilas et de Pantin, ils fustigent "un Etat paraissant incapable de garantir de façon égale aux enfants de la République de grandir dans un espace serein, sûr, propice à l'éducation et à l'épanouissement". Ils ont rappelé au Premier ministre ses engagements pris après le rapport parlementaire: "adapter l'action de l'Etat" en Seine-Saint-Denis.

sab-tll/epe/spi

Afp le 12 oct. 19 à 13 10.